

Projets de la direction :

Mais où est passée notre Mission d'intérêt général ?



Déménagement du siège, plan de départs, réorientations touchant à tous les métiers... Si les pistes évoquées par le PDG sont encore en cours d'évaluation, dans l'attente d'annonces promises pour octobre, une chose est déjà sûre : Fabrice Fries prépare un nouveau plan d'économies sur le dos du personnel et s'attaque de façon encore plus virulente aux fondamentaux historiques de l'AFP. Avec un constat que *SUD* souhaite faire partager : *qu'il s'agisse du **financement** de l'Agence ou des **projets rédactionnels**, la Mission d'intérêt général a purement et simplement **disparu**.*

Financement de l'AFP

L'Etat a confié à l'Agence des « Missions d'intérêt général » (MIG), mais ne les paie pas à leur juste prix : depuis 2015, **le manque à gagner cumulé lié à la sous-compensation de la MIG se monte à 17,9 M€ !** Pendant ce temps, la direction prépare le terrain pour que l'AFP et son personnel se serrent la ceinture. Toujours plus !

Projets rédactionnels

Pour faire face au désengagement accéléré de l'Etat, « LA priorité » consiste à vouloir *générer 30 M€ de revenu additionnel sur l'image d'ici 5 ans*. De même, la direction veut *faire de la lutte contre les Fake News « une source de revenu »*. Parmi ses recettes : *mettre la relation client au cœur de nos préoccupations* et développer des **partenariats** *tous azimuts*, y compris avec les plus grands groupes privés régis par la loi du profit et les intérêts particuliers. *Quitte à abandonner définitivement le caractère « sui generis » de l'Agence qui était censé lui garantir son indépendance et sa fiabilité.*

L'austérité n'est pas une fatalité : c'est un choix politique !

La MIG était totalement absente du programme de Fabrice Fries, lors de son élection en avril. Logique : en application des règles européennes de la *concurrence libre et non faussée*, les subventions publiques versées à l'AFP - 110,8 M€ en 2017 - ne pourront plus être justifiées par la MIG à partir de 2025. A cette date, « *le dossier devra se plaider à Bruxelles, qui l'analysera au prisme des aides d'Etat et de la théorie de l'"investisseur avisé"* » (p. 8 du programme Fries¹). Traduction : d'ici là, **l'AFP devra fonctionner comme n'importe qu'elle autre entreprise privée**. Un objectif que l'on retrouve dans *toutes les mesures* annoncées ou prises par le nouveau PDG.

Cette orientation est en parfaite cohérence avec la *gestion de la « start up Nation » par l'équipe Macron*. Les dirigeants politiques affirment que les caisses sont vides, alors qu'ils ont tout fait pour appauvrir l'Etat et les services publics (cadeaux aux plus riches, casse des services chargés de la lutte contre évasion et optimisation fiscales, organisation d'un chômage de masse, priorité donnée au remboursement de la dette...). Avec un objectif clair : *réduire la dépense publique et ouvrir, aux intérêts privés, des secteurs d'activité qui jusqu'à présent leur échappaient*, partiellement ou totalement : l'éducation, la santé, la protection sociale, les retraites, les transports, la culture, l'information...

Face aux vieilles recettes de MM. Macron et Fries, *SUD* participera aux nécessaires mobilisations unitaires, à l'AFP comme dans la rue. Disons :

- **NON à l'austérité et aux mesures antisociales,**
- **OUI à la défense des droits sociaux et d'une information pluraliste.**

Réclamons au gouvernement la compensation intégrale du coût de la Mission d'intérêt général ! **Résistons !**

¹ Cf. « Décryptage du Projet Fries » - <http://www.sud-afp.org/spip.php?article496>